



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 3, numéro 6

Janvier-Juin 2020

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/>

**PHENOMENE ADF-NALU DANS LE TERRITOIRE DE BENI EN REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO : LES ENJEUX DE LA SECURITE ET DE LA
DEFENSE**

**Rigobert KABWITA KABOLO IKO, Patrick LOSSONGO LOSSIYO et
Degaule MPUY MPOTO**

Respectivement Professeur d'Universités et Directeur Général et Chefs de Travaux à l'Université
Pédagogique Nationale et Membres de l'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes
Stratégique/Kinshasa-RDC

kabwita.ki@irges.org

lossongo.l@irges.org

RESUME

Il est important de réfléchir sur les perspectives stratégiques pour qu'il y ait la paix dans le territoire de Beni et par ricochet dans toute la partie Est de notre territoire national. Si ce sont les mouvements armés qui dérangent avec certains Etats voisins, il faut avoir une diplomatie conséquente et créer une économie participative. Lorsqu'on annonce la fin d'une guerre, la meilleure des choses c'est de sécuriser la paix. Il nous a semblé utile de consacrer l'analyse de nouvelles menaces à la sécurité congolaise autour de l'identification de l'ennemi éventuel, de ses gestes et actes en fonction desquels nous aurions le devoir de concevoir ou d'élaborer des réponses, et aussi de dégager des logiques qui président spécialement à la production de cette violence considérée comme légitime et conforme aux caractéristiques du nouveau contexte régional. Comment dans ces conditions penser la paix et la sécurité d'un Espace géopolitique réputé stratégique ou encore, comment dans un espace où triomphent les logiques transnationales, intégrer les volontés de puissance de nouveaux acteurs de la politique régionale que sont les groupes armés terroristes dans l'architecture de sécurité de l'Afrique des Grands Lacs ?

Mots-clés : ADF-NALU, Beni, sécurité, défense.

ABSTRACT

It is important to think about strategic perspectives so that it gets peace in Beni territory and consequently in eastern side of our national territory. If it is the armed groups who disturb with some neighbor states, we need to have a good diplomacy and a good economy. When we announce the end of a war, the good thing is to protect peace. It would be important to make the analysis of new threats to Congolese security around the identification of the eventual enemy of his gesture and works that we would have the obligation to conceive or to elaborate answers and also to give ideas which preside especially the production of violence considered as legal and congruent to the characteristics of the new regional context. How in those conditions to think peace and security of a geopolitics space known as strategic or again, how in a space where transnational ideas dominate, to integrate the power's will of new actors of regional politics who are terrorist armed groups in the architecture of security of African Great Lakes regional ?

Keywords : ADF-NALU, Beni, security, defense

INTRODUCTION

A force d'être confrontées aux massacres toujours recommencés et à l'impuissance des pouvoirs publics pour en enrayer la mécanique destructrice et neutraliser les hordes de la mort, les populations de la région de Beni et tout le peuple de la République Démocratique du Congo n'ont, aujourd'hui à l'esprit, qu'une seule question qui compte vraiment : que faire pour arrêter les carnages et juguler la peur et l'insécurité qui terrorisent et révoltent toute la nation ?

Derrière cette question se profilent beaucoup d'autres qui restent sans réponses claires actuellement, malgré les intarissables explications du gouvernement sur ces événements macabres et les analyses contradictoires des experts à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale : Qui est vraiment derrière les innombrables et mystérieux carnages de Beni ? Quels objectifs les criminels qui massacrent les innocents et égorgent les paisibles citoyens recherchent-ils vraiment ?

Les forces de sécurité congolaises, pourquoi n'arrivent-elles pas vraiment à briser les ressorts d'ADF-NALU dont les méthodes sont pourtant visibles depuis deux ans déjà ? Comment se fait-il que la coopération entre les FARDC et les troupes de la MONUSCO n'arrivent pas, grâce à l'armement et aux stratégies modernes de combat, à vaincre sur le terrain ou à dissuader des barbares armés de machettes et de gourdins ?

Nous voudrions ici faire nôtre, cette allégation de Karoline Postel-Vinay selon laquelle, la guerre contre la terreur, comme on la nommait officiellement à la Maison Blanche à une certaine époque, devait être comprise comme une nouvelle guerre froide. Pour sa part, Robert Hutching affirmait que la réponse au défi terroriste se trouvait dans l'enseignement de Georges Kennan, qui le premier avait imaginé la politique du Containment à l'égard de l'Union Soviétique¹. En d'autres termes, dans le phénomène ADF-NALU dans le territoire de Beni, nous avons choisi de parler des enjeux de sécurité et de défense comme d'un récit géopolitique autour d'une vision imposée par les perceptions des défis et menaces de sécurité à la fois nationale et régionale.

Le territoire de Beni, espace du chaos inspirateur de nouveaux dogmes et réflexes de sécurité à travers de nouveaux arts de la guerre. Pourrions-nous dès lors dans ce cas aller au-delà de la phénoménologie des menaces pour tenter une compréhension des voies d'expression de ces nouvelles menaces ou de leurs instruments de réalisation dans les Grands Lacs ? A travers quelles doctrines ou stratégies de sécurité internationale, régionale ou nationale réagirait les FARDC et les services de sécurité de la RDC ?

Les attaques ou incursions des ADF-NALU ne sont rien d'autres que des « guerres transnationales » autrefois appelées, les guerres sans fin ou les guerres d'un genre nouveau se réclamant moins de Carl Von Clausewitz, puisque de moins en moins politiques et limitées, et de plus en plus guerres,

¹ POSTEL K. V, « Récits géopolitiques pour le XXIème siècle », dans *Revue Etudes*, janvier 2005, pp. 19-26.

ou la continuation de la guerre par la guerre. On les appelle aussi les guerres de la mondialisation.

I. UNE MENACE SANS FIN

Roland Marchal, auteur des guerres sans fin et Moïses Naim, auteur quant à lui de cinq guerres de la mondialisation sont d'avis que dans le nouveau contexte stratégique mondial post-blocs, les conflits sans fin sont des conflits perçus sous leur angle maffieux, coercitif, prédateur dans un système des guerres dominé par des guerres à but traditionnel de conquête d'Etat, des guerres rarement conventionnelles, guerres avec récurrence des guerres civiles à faible degré d'institutionnalisation des forces armées et où la distinction entre belligérants et civils est difficile sinon impossible à faire ; soit, des conflits qui ne se réduisent pas souvent en opérations militaires.

Les incursions d'ADF-NALU dans le territoire de Beni remettent en cause ou défient les politiques publiques de sécurité, la politique étrangère et les politiques de défense nationale. La réponse la plus régulièrement entendue désigne les rebelles ougandais de l'Allied Democratic Forces (ADF) comme les auteurs des tueries à Beni. Au début, cette réponse semblait convaincre les esprits et on attendait des forces armées congolaises une riposte adéquate pour mettre ces rebelles hors d'état de nuire, une fois pour toutes.

La neutralisation des criminels étrangers sur nos terres paraissait à portée de main après la puissance de feu des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) soutenues par la brigade internationale et les troupes de la Mission des Nations-Unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO) dans la confrontation avec le Mouvement du 23 Mars (M23), il n'y a pas si longtemps. Rien ne laissait présager que les ADF avaient de longs jours devant eux pour commettre sur notre sol des carnages horribles dans des opérations spectaculaires complètement insensées.

Les interventions publiques du Chef de l'Etat congolais et du porte-parole du gouvernement étaient porteuses d'espoir et leur fermeté sécurisait les esprits. Curieusement, chaque fois que le Président de la République

passé dans la région de Beni-Butembo, les massacres recommencent, comme si des forces de l'ombre voulaient le narguer, l'humilier et mettre à nu son impuissance à lier l'acte à la parole face aux ADF.

Face à cette situation, il y eut dans l'opinion publique de plus en plus de gens pour remettre en cause la thèse d'une attaque étrangère sur notre territoire. On se mit à accuser les « Nande qui se massacrent entre eux » dans une spirale vertigineuse de course au leadership local. L'idée paraît impensable, même si elle surgit de temps à autre, faute d'autre explication clairement convaincante.

Il est difficilement imaginable que des leaders Nande dont on connaît les noms et que l'on peut facilement localiser se décident de tuer leurs frères, femmes et enfants compris, dans une barbarie inénarrable, rien que pour affirmer leur puissance et leur pouvoir ; un Congolais qui osa accuser publiquement les Nande d'être eux-mêmes les massacreurs des Nande en eut pour son compte dans les insultes populaires sur les réseaux sociaux et dans les milieux politiques congolais. Une autre réponse surgit, accusant les FARDC d'être les auteurs des carnages de Beni, dans une dynamique bien huilée et bien organisée au profit de certains hauts gradés de l'armée².

Une étude faite par une grande organisation internationale aboutit à cette conclusion, déchaînant l'ire outrée des autorités de la République. La colère congolaise s'attaqua au caractère impensable de l'hypothèse d'une armée chargée de la sécurité qui se met à massacrer sa propre population. Il est arrivé que des hypothèses plus effarantes encore soient émises. On accusait le pouvoir congolais de faire lui-même de Beni un instrument de « glissement » vers un autre mandat du président Kabila, comme si l'homme se servait du carnage comme message à son propre peuple et indiquait ce que sera le pays si jamais l'avenir veut être dessiné sans lui.

Maintenant, le gouvernement congolais voit dans les carnages de Beni la main de l'international djihadiste, comme si la RDC était devenue la

² BRAECKMANN C., *Les Nouveaux prédateurs, Politique des puissances en Afrique Centrale*, Aden, 2^e éd., Paris, 2009.

cible de Boko Haram et de Daesh en quête de nouveaux espaces d'implantation pour sa guerre contre l'Occident.

Cette réflexion globale, sur le phénomène ADF-NALU dans le territoire de Beni, y convient avec urgence dans l'espoir que s'ouvrent au Congo et dans toute la région des Grands Lacs des possibilités d'une paix heureuse.

II. LE PROBLEME DE FOND DU PHENOMENE ADF

Les crimes de masse perpétrés dans la région de Beni s'inscrivent dans un cadre organisé pour imposer au massacre un caractère mystérieux, avec la possibilité d'une multiplicité d'interprétations pour masquer le problème de fond. Ce problème de fond, c'est l'ordre global qui régit la politique, l'économie et la culture des peuples de la région des Grands Lacs. Quelle que soit la cause réelle, plausible ou purement fantasmée et délirante de la situation qui choque aujourd'hui nos consciences d'êtres humains, on n'y comprend rien de fondamental si on n'analyse pas les lignes directrices de la politique, de l'économie et de la culture dans l'espace des Grands Lacs, notamment au Rwanda, au Burundi, en Ouganda et en RD Congo.

C'est dans les mailles de ces réalités vécues, tissées comme une toile d'araignée empoisonnée qu'il sied de penser correctement ce que le phénomène ADF-NALU symbolise dans la logique de mort qui s'y exprime. On a beau s'émouvoir de tout ce qui s'y perpète comme crimes, forfaits, destructions funestes, effondrements des droits humains ou phénomènes de destruction massive, tant que l'ordre global qui y structure la vie échappe à toutes les aspirations des peuples aux principes de la démocratie politique comme norme de construction d'une société de liberté, de débats ouverts et de possibilités d'alternance, on passe à côté du vrai catalyseur des phénomènes comme ceux de Beni.

Dire que ce sont les ADF NALU qui massacrent les populations dans cette ville et aux alentours, c'est reconnaître qu'il existe une situation générale qui génère des révoltes et des rébellions dont personne ne peut

contrôler les méthodes d'action, surtout si ces méthodes sont pensées en termes de guerre et de moyens de se faire connaître.

Les massacres en série des innocents deviennent possibles comme stratégies infernales pour occuper l'espace médiatique et satisfaire des instincts de destruction massive chez des tueurs formatés pour de telles besognes. Dire que ce sont les « Nande qui massacrent les Nande », c'est reconnaître qu'un principe de fragmentation politique de la société congolaise divise le pays contre lui-même, frère contre frère, en fonction d'intérêts qui peuvent conduire à l'absurdité des massacres des innocents.

On reconnaît en fait que l'on vit dans une politique insensée qui aboutit à l'impensable, si l'on se réfère à ce qu'être frère signifie dans nos traditions africaines. Dire que les forces armées congolaises organisent elles-mêmes le carnage de Beni pour les intérêts propres des généraux et des colonels engagés dans des business très lucratifs qui ne peuvent s'organiser que dans un chaos absolu, c'est reconnaître que l'esprit des casernes qui fait vivre les Etats des pays Grands Lacs n'est pas indemne de tout dérapage de l'ombre.

Que les massacres de Beni se perpètrent souvent la nuit, ou sous l'effet de surprise en plein jour, montre comment les régimes fondés sur les renseignements cachés et la surveillance forte des populations donnent à ceux qui en animent les ressorts la possibilité de devenir des criminels de l'ombre, tellement ils connaissent eux-mêmes les rouages du système en dehors de tout contrôle démocratique. Maîtres du système autoritaire, ces militaires deviennent capables de contourner le système dans une logique des ténèbres. C'est cette logique politique ténébreuse qui se déploie à Beni et qui peut exploser à tout instant dans tous les Etats. Donner un pouvoir illimité à la Grande Muette, elle finit par parler de manière inattendue et échapper, comme Frankenstein, à ceux qui l'ont fabriquée selon leurs intérêts.

Lorsque la perspective du djihadisme international s'ouvre dans la réflexion du gouvernement congolais sur la cause de la situation macabre de Beni, nous sommes devant un aveu : le système politique sent sa chape de

plomb sur le pays éclater et il crie au secours face à la communauté internationale.

C'est cela qui arrive toujours quand les régimes autoritaires sentent leur autorité s'effriter face aux rébellions. Ils crient au complot et à l'agression, sans jamais se demander ce qui, en eux-mêmes, a conduit à l'implosion de leur pouvoir. L'armée congolaise avait indiqué que cette opération devait se poursuivre jusqu'à la « neutralisation complète » de ces rebelles qui avaient refusé de désarmer malgré la promesse d'un rapatriement en Ouganda, leur pays, assortie d'une garantie d'amnistie. L'on a en même temps constaté certaines faiblesses dans les chefs de certains officiers des FARDC.

Ces petites faiblesses au sein des FARDC ainsi que la pesanteur externe de l'Ouganda qui exigeait son implication directe dans les combats contre les ADF ne pouvaient pas faciliter une bonne préparation des opérations. Des infiltrations des ADF continuaient à être signalées tant en Ouganda qu'en RDC. L'Ouganda accusa de nouveau le gouvernement de Joseph Kabila et la MONUSCO de relâcher la pression sur les ADF et de faciliter leur réorganisation. Ce qui fait que l'Ouganda décida de positionner ses troupes sur les hauteurs du Mont Ruwenzori à l'intérieur de la RDC.

III. GENESE ET EVOLUTION DES ADF-NALU

Les premiers membres de la rébellion des ADF ont d'abord appartenu à la secte tabligh, active en Ouganda depuis au moins les années 70 et qui a commencé à recevoir des fonds du Soudan après le renversement d'Idi Amin Dada.³ Cette communauté a vu le jour au début du XXe siècle dans une Inde sous domination britannique. À sa création, il s'agissait d'un mouvement conservateur appelé Tabligh, dont l'objectif était de raviver les valeurs et les

³ International Crisis Group, « L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-NALU », dans *Briefing Afrique*, n°93, 2012.

pratiques de l'islam en mettant particulièrement l'accent sur les activités missionnaires.⁴

Bien que la communauté tabligh se soit en général opposée à la brutalité de groupes djihadistes elle a même été la cible de militants islamistes à certains endroits, ses membres ont parfois rejoint des groupes violents. En Ouganda, la secte tabligh est parfois également associée à un courant salafiste de la communauté musulmane locale, ce qui n'est pas nécessairement le cas ailleurs. Certains de ses membres sont partis étudier en Arabie saoudite avec des bourses d'étude octroyées par des religieux saoudiens. Jamil Mukulu, devenu le chef des ADF, en est un exemple.

Né chrétien, il s'est converti à l'islam dans sa jeunesse et s'est rendu à Riyad pour y étudier et en revenir avec une vision militante de l'islam. Selon un ancien de ses collègues, « il est revenu d'Arabie saoudite en musulman plus dévoué et prêt à mourir pour l'islam. Il parlait constamment de défendre l'islam ».⁵

Les querelles pour le pouvoir et le contrôle des mosquées locales ont dévasté la communauté musulmane ougandaise pendant des décennies, en particulier depuis qu'Idi Amin Dada avait fédéré tous les dirigeants musulmans au sein du Conseil supérieur des musulmans ougandais (UMSC), en 1971. En 1991, des membres de la communauté tabligh se sont unis à l'un des cheikhs qui convoitait la tête de l'UMSC. Lorsque les tribunaux ont confirmé l'élection d'une faction rivale, un groupe dirigé par Jamil Mukulu a pris d'assaut le siège de l'UMSC, situé dans la vieille mosquée de Kampala, tuant plusieurs policiers. Mukulu et d'autres individus ont été arrêtés et transférés à la prison de Luzira, où ils ont rencontré plusieurs anciens déserteurs de l'armée ougandaise qui prendraient par la suite le commandement des ADF.

⁴ World Almanach of Islamism, « Tablighi Jamaat », dans *American Foreign Policy Council*, le 14 juillet 2011 ; BURTON F. et STEWART S., « Tablighi Jama'at : An Indirect Line to Terrorism », dans *Strator Worldview Report*, 2009 ; ALEXIEV A., « Tablighi Jamaat : Jihad's Stealthy Legions », dans *Middle East Quarterly*, n°12 (1).

⁵ Rapport final du Groupe d'experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo, S/2014/42, le 23 janvier 2014, p. 22.

En 1994, Mukulu a été libéré de prison et a créé le Mouvement des combattants ougandais pour la liberté (UFFM) à Hoima (Ouest de l'Ouganda) avec le soutien du gouvernement soudanais. Lorsque l'armée ougandaise a assiégé leur camp en 1995, Mukulu s'est enfui au Kenya, tandis qu'un autre dirigeant de l'UFFM, Yusuf Kabanda, guidait les jeunes soldats qui restaient vers le Congo de l'Est. Là-bas, le gouvernement soudanais a continué de les soutenir et ils ont conclu une alliance avec l'Armée nationale pour la libération de l'Ouganda (NALU), un groupe rebelle laïc ougandais.

L'alliance ADF-NALU s'est retrouvée empêtrée dans les politiques complexes des groupes armés du territoire de Béni, où elle était basée. À bien des égards, la NALU a fait figure d'héritière du Rwenzururu, ancien groupe rebelle ougandais, dont le but était de restaurer le pouvoir coutumier des communautés Bakonjo et Baamba dans l'Ouest de l'Ouganda. Ces groupes ethniques sont respectivement affiliés aux groupes ethniques Nande et Talinga du Congo avec lesquels ils partagent les langues et les cultures.

Alors que Mobutu Sese Seko soutenait aussi l'alliance ADF-NALU dans sa guerre par procuration contre Yoweri Museveni, l'armée ougandaise est intervenue dans le cadre d'une coalition pour le renverser en 1996, et le groupe rebelle a été forcé de fuir des zones urbaines. À la recherche d'un refuge, une partie du groupe s'est installée dans les savanes du sud-est de Béni alors qu'une faction qui lui était liée entamait des relations avec la communauté minoritaire Vuba dans le groupement Bambuba-Kisika, au nord de la ville de Béni.

De nombreux Vuba ont rejoint les ADF-NALU, tandis que des chefs rebelles épousaient des femmes Vuba, achetaient des terres aux chefs Vuba pour établir des camps et collaboraient avec eux afin de faire du trafic d'or et de bois.⁶ Plus tard, lorsque le mouvement rebelle congolais, le Rassemblement congolais pour la démocratie/ Kisangani–Mouvement de

⁶ Le rapport du Groupe d'experts sur le Congo de juillet 2013 estime leur force à entre 800 et 1 200 individus. La même instance a publié un document interne sur les ADF dans son rapport de janvier 2015 estimant le nombre d'individus à 110, chiffre que d'anciens combattants ont confirmé à l'ONU.

libération (RCD/K-ML) régnait sur la région, les ADF-NALU ont également collaboré avec eux de manière sporadique.

Au début de la rébellion, les ADF-NALU entretenaient surtout des relations cordiales avec les communautés congolaises tout en organisant des raids et des attaques réguliers en Ouganda, déplaçant plus de 100 000 personnes dans le district de Bundibugyo et kidnappant des dizaines de jeunes. Cependant, au début des années 2000, plusieurs événements simultanés ont secoué le groupe.

L'armée ougandaise a déployé des forces importantes contre les ADF et coopté des officiers supérieurs de la NALU pour les enrôler dans leur contre-insurrection. En 2005, les FARDC ont lancé leur première opération d'envergure contre le groupe avec le soutien des forces de maintien de la paix de l'ONU. Pendant ce temps, les processus de paix soudanais et congolais ont commencé à priver les ADF-NALU d'alliés locaux et de soutien étranger.⁷ En 2007, les dirigeants de la NALU se sont démobilisés à la suite d'un accord avec le gouvernement ougandais sur la reconnaissance du royaume du Rwenzururu, privant ainsi les ADF de leur principal allié.

IV. ADF NALU ET LES ENJEUX DE SECURITE

D'aucuns s'attendaient à ce que la défaite du M23 en novembre 2013 soit suivie par la traque des FDLR afin de vider l'argument sécuritaire rwandais à la base de plusieurs rébellions depuis 1996. Curieusement, la priorité du gouvernement Kabila fut plutôt la traque des ADF présentées comme une menace à la survie de la communauté locale nande dans la région de Beni. Une action musclée contre les ADF fut annoncée par Joseph Kabila le 28 novembre 2013 et les opérations militaires des FARDC appuyées par la brigade internationale de la MONUSCO (FIB) furent engagées en janvier 2014.

⁷ Groupe d'Étude sur le Congo, « Massacres à Béni : Violence politique, dissimulation, et cooptation », septembre 2017; Groupe d'experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo, « rapport final du groupe d'experts établi en application du paragraphe 5 de la résolution 2136 du Conseil de sécurité », S/2016/644, Annexe 57.

Dès octobre 2014, ces opérations militaires contre les ADF tournèrent au cauchemar pour les populations civiles. Les deux opérations militaires Sokola 1 et 2 ont certes affaibli les ADF mais ne les ont pas mises hors d'état de nuire. Les populations civiles sont massacrées souvent dans un périmètre proche d'une position FARDC ou de la MONUSCO si bien que d'aucuns se demandent à quoi sert leur présence. Les visites officielles des autorités congolaises sont systématiquement suivies par les massacres des civils. Une façon de les narguer et de montrer leur impuissance.

Malgré le fait que les ADF ont une longue tradition d'attaquer les populations civiles, plusieurs témoignages attestent qu'elles ne sont pas les seules responsables. Certains rapports de l'ONU pointent du doigt les responsabilités des FARDC dans les massacres.⁸

L'élimination du colonel Mamadou Ndala en janvier 2014 fut imputée à certains indisciplinés irresponsables FARDC en collaboration avec les ADF⁹. Ceci dit, la traque des ADF a permis au gouvernement congolais d'arrêter ses opposants supposés collaborer avec les rebelles et de museler les médias censés faire leur propagande.

C'est dans ce cadre que cinq radios furent fermées dans Beni-Butembo le 14 novembre 2014.¹⁰ Notons aussi le coût financier des opérations militaires qui deviennent prioritaires par rapports aux autres dépenses de la République et justifiables aussi longtemps que persistent les massacres à répétition. Quant à la communauté locale nande, certains de ses fils et filles ont tissé sur la longue durée des relations commerciales avec les ADF-NALU et la contrebande transfrontalière alimente ces liens d'amitié, de solidarité et d'affaires. D'ailleurs une rumeur non encore confirmée raconte que le fils de Jamil Mukulu serait caché par un notable de Butembo.

Nous avons interrogé l'histoire récente des royaumes de l'ouest ougandais pour mieux cerner les frustrations et les revendications des

⁸ UNJHRO, « Rapport », mai 2015, para. 54.

⁹ KAMBALE J., « DR Congo : was col. Mamadou Ndala death a conspiracy ? », African Review, 7 January 2014.

¹⁰ UNJHRO, « Rapport », mai 2015, para. 65 ; UN Security Council, S/2015/19, para. 43.

Bakondjo et Baamba au cœur de mouvements armés qui ont fait de cette région un territoire rebelle. En revendiquant une inclusion politique au sein du royaume Toro dominé par des princes babito et par une aristocratie hima, le combat des Bakondjo et des Baamba était avant tout un rejet d'une inégalité sociale dont ils se sentaient les victimes. L'incapacité de la classe dirigeante Toro et du gouvernement central de répondre favorablement à leurs aspirations est à la base de violences armées depuis quasiment un siècle.

Il a fallu attendre 2009 pour qu'enfin le gouvernement Museveni reconnaisse aux Bakondjo une institution culturelle au sein de laquelle leur Omusinga (roi) a sa place et d'aucuns pensaient qu'une solution idoine était trouvée. Mais les violences se sont récemment intensifiées cette fois-ci entre les Bakondjo et les Baamba quand le même gouvernement Museveni a reconnu en juin 2014 la même institution culturelle aux Baamba au sein de laquelle leur chef traditionnel peut avoir sa place.

Quant aux ADF qui sévissent de l'autre côté de la frontière au Congo, la situation reste complexe. Les différents acteurs se rejettent les responsabilités si bien qu'il n'est pas facile d'accéder à toutes les données afin de déterminer avec exactitude le coupable derrière les massacres répétés des populations civiles à Beni. Une chose est claire par contre. Les différents acteurs impliqués de près ou de loin dans la traque des ADF à Beni ont-ils vraiment la volonté de mettre fin à cette crise face aux enjeux qui clairement bénéficient aux uns et aux autres ? Dans l'entre-temps, le long calvaire enduré par la population civile continue ainsi que les rancœurs ressassés contre une hypothétique menace hima devenue quasi une obsession.

Si cette vision n'était que celle d'un petit nombre de jeunes, il n'y aurait pas eu de quoi s'inquiéter outre mesure. On doit s'inquiéter quand on se rend compte que cette vision domine le discours public, l'orientation de la gouvernance et l'ensemble de l'imaginaire populaire dans notre nation, comme nous avons pu nous en rendre compte dans tous les milieux où nous avons discuté de notre sécurité.

Qu'il s'agisse du monde universitaire où nous vivons chaque jour ou des sphères populaires comme les marchés, les Eglises et les milieux de

réjouissances populaires, la sécurité du Congo se pense en termes de puissance militaire et tout semble s'orchestrer autour de cette puissance pour défendre le pays contre ses ennemis. Il faut ajouter particulièrement ici que la vision militariste de la sécurité gangrène même la manière dont le système politique pense sa mission dans notre société.

Cette vision, c'est, pour les dirigeants du pays, de durer le plus possible à la tête de l'Etat et de pousser l'opposition politique à entrer dans la logique de confrontation, sans que la classe politique dans son ensemble se préoccupe des priorités et des intérêts qui fassent de la nation une aire de félicité et du bonheur d'être Congolais.

Le pays devient ainsi un champ d'affrontement permanent où les services de défense et de sécurité s'arment à outrance pour mâter toutes velléités de révolte populaire ou de résistance individuelle. La sécurité devient alors la sécurité du système de pouvoir en place et non la sécurité du pays et de ses populations.

Ici aussi, il y a une inversion des priorités. Toute la gouvernance de l'Etat, toutes les ressources économiques et financières ainsi que toutes les possibilités d'enrichissement véritable des communautés risquent de se tourner fortement vers l'armement, au détriment du bonheur des populations. Si l'on considère que les maîtres du système se préoccupent plus d'accumuler l'argent et de s'enrichir à outrance en prévision de mauvais jours qui ne manqueront pas d'arriver tant les esprits sont déterminés par l'idée d'une guerre imminente ou lointaine qui peut tout faire basculer dans le chaos, on doit dire que l'orientation fondamentale de la vie dans le pays est la peur et non la paix.

V. LES AXES PRIORITAIRES

A l'échelle de notre positionnement géopolitique et géostratégique en Afrique, nous sommes dans un jeu de bascule où certains pays voisins sont un temps perçus comme des ennemis et un autre temps comme des alliés, sans aucune ligne de démarquage visiblement claire, sauf peut-être celle des intérêts propres à la classe dirigeante, loin des nécessités vitales propres aux

populations comme ensemble politiquement organisé. D'autres nations deviennent des amis ou des partenaires possibles dans les organisations régionales où notre poids politique, économique ou culturel est de second ordre.

Nous sommes dans ces organisations, mais notre cœur est ailleurs, par manque de lisibilité de notre positionnement géopolitique et géostratégique. A l'échelle mondiale, aucune vision pour séduire les autres nations ou rayonner partout en vue d'attirer des partenaires éventuels n'est visible dans une pensée globale dont chaque Congolais aurait une perception claire de la splendeur de sa nation. On voit cette faiblesse dans quatre domaines :

- La RDC est un paradis écologique sans politique touristique rayonnante pour attirer les étrangers dans notre pays. Notre politique d'octroi de visas aux personnes qui veulent venir chez nous est plus dictée par la peur et la méfiance face aux autres que par le souci de les séduire et de leur ouvrir les magnificences de notre pays. Son administration n'est pas conçue pour accueillir les touristes, leur faciliter le déplacement chez nous et les pousser vers les niches écologiques où ils peuvent dépenser le plus possible leur argent au bénéfice des Congolaises et des Congolais. En fait, nous ne savons pas « vendre » l'image positive du Congo dans toutes les splendeurs qui peuvent fasciner et « inouïr » les étrangers, pour ainsi dire ;
- Nous sommes un miracle géologique sans une politique d'inventivité et d'innovation pour la mise en valeur économique de notre sol et de notre sous-sol dont nous pouvons transformer les richesses sur place et offrir au monde notre génie scientifique. A ce manque d'imagination économique et technologique se greffe un esprit de tracasserie administrative et un esprit généralisé de corruption qui découragent tout investisseur sérieux. Seuls s'aventurent dans notre jungle les prédateurs mal famés et les vampires sans foi ni loi qui s'allient aux prédateurs et aux vampires locaux pour une économie de sorcellerie qui mange le souffle vital de nos populations. Même entre nous, la vie économique n'est pas une vie d'un génie créateur national qui crée

des emplois par la force de notre esprit. Aucun Congolais n'est sur la liste mondiale de grandes richesses. Ni dans la création d'entreprises et de trusts internationaux, ni dans l'accumulation du profit dans l'économie mondiale de marché dont la rationalité domine la planète, on ne trouve un Congolais qui compte vraiment. On ne nous trouve largement que dans l'économie de la jouissance, du mensonge et de l'escroquerie de basse échelle. Au lieu de créer une grande économie d'invention et d'innovation, c'est la politique qui intéresse des pseudo-riches qui, sans vergogne, siphonnent les caisses de l'Etat ;

- Nous sommes sans doute le pays qui sème sur son territoire le plus grand nombre d'universités au kilomètre carré en Afrique, mais nous n'avons aucune politique d'enseignement et de recherche qui placerait nos structures de formation supérieure au plus haut niveau du classement africain des institutions éducatives de qualité. Ce n'est pas dans cet état que nous pourrions attirer le plus grand nombre possible d'étudiants étrangers et élever le niveau de nos étudiants et de nos chercheurs à l'échelle de la compétition mondiale ;
- Nous sommes le pays de la joie de vivre et du bonheur étincelant, selon une certaine réputation acquise depuis de longues décennies, mais nous n'avons pas de structures de dimension mondiale pour le déploiement de nos richesses culturelles dans le domaine de l'art, de la musique et des lettres. Nous dépendons principalement des promoteurs et des éditeurs étrangers, faute d'une politique culturelle solidement implantée chez nous.

La sécurité extérieure d'une nation, c'est plus dans la solidité de ces domaines où nous sommes faibles qu'elle se construit que dans l'accumulation des instruments de violence et des armes de guerre qui ne peuvent même pas assurer un certain calme dans un pays dont le lien social et le tissu vital sont fragmentés. L'histoire de l'Afrique est pleine des récits de chefs d'Etat qui s'étaient armés jusqu'aux dents et ambitionnaient même d'avoir leur arme atomique avant de se faire abattre par leurs ennemis en plein jour ou de se faire chasser du pouvoir par des puissances extérieures.

Leur erreur, c'était d'avoir cru que la sécurité de leurs pays dépendait de leurs armes dans un continent africain sans unité idéologique ni structures militaires communes destinées à défendre l'ensemble du continent comme puissance face aux pays qui sont, eux, unis, organisés pour dominer les institutions internationales et imposer leur vision des réalités mondiales partout. Actuellement, tout le monde sait que la sécurité d'un pays n'est pas dans l'abondance de ses armées, mais dans la fécondité globale de sa matière grise.¹¹

Aujourd'hui, notre pays s'est enfermé dans l'illusion militariste, en dehors de toute possibilité de développer l'intelligence sociale et l'éthique des valeurs relationnelles fortes qui inspirent confiance. Signe qui ne trompe pas : le pays n'a même pas une Académie nationale des sciences où peuvent s'épanouir des professeurs, ingénieurs, biologistes, médecins, physiciens, mathématiciens, astronomes et écrivains de très haut niveau.

CONCLUSION

Comment assurer alors l'esprit d'émergence et de développement qui pourrait enrichir le Congo et le laisser se faire féconder par d'autres pays dans un esprit de renaissance africaine pour une altermondialisation créatrice, vraie garantie d'une paix mondiale dans les turbulences de l'Histoire. Si à tout moment notre pays est victime d'agressions extérieures et de hordes de tueurs venus de l'étranger, ce n'est pas parce que les moyens militaires nous manquent. C'est essentiellement parce que nous manquons l'intelligence de faire les choix qui assurent la vraie sécurité aux nations :

- Le choix d'une vie démocratique qui nous insère dans le circuit mondial des démocraties liées les unes aux autres.
- Le choix d'ouvertures économiques et financières qui nous enrichissent véritablement et libèrent notre génie créateur et innovateur.
- Le choix de nous doter de structures solides de formation humaine par la création et l'animation de hauts lieux de la connaissance et du savoir.

¹¹ KA MANA G., « Repenser et réorienter la sécurité intérieure et extérieure de la République Démocratique du Congo après les massacres de Beni », Pole Institute, in *Regards croisés*, Goma, 2016.

- Le choix de la culture de la grandeur dans un imaginaire de liberté et de valorisation de nous-mêmes dans nos manières d'être et de vivre.
- Le choix d'engager notre nation sur la voie de l'émergence ici et maintenant.
- Le choix de naître réellement à l'avenir que nous voulons comme peuple de paix et de bonheur.

L'impératif, c'est de nous consacrer à faire ces choix et de les fertiliser en nous. Nos forces armées, notre agence de renseignements, nos structures de police et de gendarmerie, nos organisations de sécurité économique et d'espionnage scientifique ou technologique qu'il faut développer et déployer dans le monde, c'est sur la base de ces exigences fondamentales qu'il faut les repenser et les réorienter pour notre sécurité extérieure.

Nous disposerions ainsi d'un paradigme de la paix qui nous sortirait définitivement de la barbarie des guerres et de la sauvagerie des groupes armés. Après les tragédies de Beni, nous savons maintenant que c'est dans cette direction qu'il faut conduire le pays et éduquer l'esprit de nos populations en République Démocratique du Congo.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALEXIEV A., « Tablighi Jamaat: Jihad's Stealthy Legions », dans *Middle East Quarterly*, n°12 (1).
- BRAECKMANN C., *Les Nouveaux prédateurs, Politique des puissances en Afrique Centrale*, Aden, Paris, 2009, 2^e éd.
- BURTON F. et STEWART S., « Tablighi Jama'at : An Indirect Line to Terrorism », dans *Strator Worldview Report*, 2009.
- Groupe d'Étude sur le Congo, « Massacres à Béni : Violence politique, dissimulation, et cooptation », septembre 2017.
- Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC, « Rapport final du groupe d'experts établi en application du paragraphe 5 de la résolution 2136 du Conseil de sécurité », S/2016/644.

-
- International Crisis Group, « L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-NALU », dans *Briefing Afrique*, n°93, 2012.
- KA MANA G., « Repenser et réorienter la sécurité intérieure et extérieure de la République Démocratique du Congo après les massacres de Beni », Pole Institute, in *Regards croisés*, Goma, 2016.
- KAMBALE J., « DR Congo : was col. Mamadou Ndala death a conspiracy ? », dans *African Review*, 07 January 2014.
- ONU, « Rapport final du Groupe d'experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo », S/2014/42, le 23 janvier 2014, p. 22.
- POSTEL K. V, « Récits géopolitiques pour le XXIème siècle », dans *Revue Etudes*, janvier 2005.
- UNJHRO, « Rapport », mai 2015, para. 65 ; UN Security Council, S/2015/19.
- UNJHRO, « Rapport », mai 2015.
- World Almanach of Islamism, « Tablighi Jamaat », dans *American Foreign Policy Council*, le 14 juillet 2011.